

## **Commission : Sommet International de Madrid UE – CELAC**

### **Problématique : Quels axes de coopération renforcer entre l'Union Européenne et l'Amérique du Sud ?**

#### **Auteur : Pologne**

En Pologne, le parti conservateur, social et souverainiste « Droit et justice » (PiS) détient, depuis les élections parlementaires du 13 octobre 2019, la majorité absolue à la Diète (235 sièges sur 460) mais plus au Sénat, où il dispose désormais de 48 sénateurs sur 100 (contre 61 au cours de la précédente législature 2015-2019). Cinq groupes parlementaires siègent à la Diète : outre le PiS, la Coalition civique (anciennement Plateforme civique) détient 134 sièges, la gauche 49, le parti agrarien 30 et le parti d'extrême droite 11. Le PiS a mis en œuvre depuis son arrivée un programme social d'envergure : instauration d'allocations familiales mensuelles, réduction de l'âge de départ à la retraite à 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes, augmentation du salaire minimum, etc. Ainsi que des réformes d'ampleur de l'institution judiciaire. Les élections régionales et municipales de l'automne 2018 ont conforté les positions électorales du parti Droit et Justice (campagnes et régions à l'est du pays) comme de l'opposition (grandes villes et régions à l'ouest du pays). Les prochaines élections nationales se tiendront en mai 2020 (présidentielles).

Le CELAC est une organisation qui regroupe 33 Etats de l'Amérique latine et des Caraïbes. Celle-ci permet d'aider l'union et l'intégration social, économique, politique et culturel des pays membres. Elle fut créée le 23 Février 2010. On peut aussi dire qu'il est responsable de fonctions concernant des valeurs telles que le respect du droit international, l'égalité souveraine de l'État, la force, la démocratie, le respect des droits de l'homme, le respect de l'environnement, le développement économique et social durable, coopération, l'unité d'intégration de l'amérique latine et des caraïbes. Dans ces organisations, il existe également un dialogue permanent qui promeut la paix et la sécurité dans les régions qui la composent. Il

s'agit d'une structure d'intégration politique régionale, pour promouvoir l'agenda latino-américain et caribéen dans les forums mondiaux. Les pays membres de cette organisation sont: Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.

Le Mexique assure la présidence pro tempore pour l'année 2020. Lors de la réunion inaugurale, les 29 membres présents ont définis 14 objectifs sur lesquels la commission EUROLAT devra baser ses stratégies pour développer ses relations avec l'Amérique Latine.

L'aspect économique domine dans les relations entre la Pologne et l'Amérique Latine, cependant la part de la région ne représente que 1,4% (2016) du commerce Polonais (5.7 milliard de \$). Dans ce commerce Mercosur (41%) et Pacifique alliance (30%) sont les deux principaux partenaires.

Dans cette commission seront traités 14 points, selon l'a prononcé la présidence assuré par le Mexique. Tout d'abord il y aura des discussions dans le domaine aérospatiale pour aboutir à la création d'un espace spatial en commun. La formation d'équipe certifié et spécialisé à la gestion de catastrophe. Aussi nous traiterons l'éducation ainsi qu'un réseau de science technologie et innovations. CELAC mettra en place un marché commun et une lutte contre la corruption. Voici donc les premier points discutés par cette commission.

En temps que pays européen, la Pologne s'appuie sur la mécanisme de coopération entre l'UE et CELAC pour renforcer ses possibilités d'échanges avec l'Amérique latine dans de nombreux domaines, principalement le commerce. Nous sommes donc attentif au positionnement de la Chine dans le continent.

Pour la Pologne, le CELAC offre une plateforme pour développer ces contacts internationaux par exemple pour obtenir un siège de membre non permanent à l'ONU.

En ce qui concerne la problématique du changement climatique, la Pologne, signataire de l'accord de Paris et hôte de la COP 24 (KATOWICE) adhère aux politiques de protection de l'environnement mais s'inquiète des enjeux sociaux de la transition énergétique. Notre pays considère que la mise en oeuvre des politiques climatiques ne doit pas se faire au détriment

des travailleurs. En effet, la Pologne est un des plus grands producteurs d'énergie fossile en Europe.

Cependant la délégation de la Pologne est ouverte au dialogue pour renforcer les axes de coopération entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine.